

Ci-dessous nous publions une autre correspondance faisant suite à la diffusion du texte d'Interventions n°13 [Grève et « besoin de grève »](#) du 22 mars 2018.

Mars 2018

Effectivement c'est intéressant. Toutefois un point d'accord fondamental et un désaccord de même niveau : une des positions du texte me fait penser à l'ouvrage de Karl Polanyi « la grande transformation ». C'est parce que la société (et non la société civile) est encadrée dans l'économie que la crise s'amplifie (jusqu'où ?) aussi, Polanyi implorait-il au politique de reprendre sa place et d'encadrer l'économie dans la société pour éviter à nouveau les drames des années 20/30. N'en sommes-nous pas là ?

En revanche, croire que la question ne se joue plus pour l'accumulation du capital (reproduction/valorisation) dans le rapport travail/capital est une erreur d'analyse. C'est précisément parce que ça ne peut se jouer qu'à ce niveau et que les conditions de reproduction (d'accumulation) sont étouffées par les contradictions du système qu'a été « inventée » la financiarisation qui ne vit de ce rapport qu'en l'épuisant au fur et à mesure qu'elle s'en nourrit pour survivre. Mais tout cela demanderait de longs développements.

Encore merci

Michel Giovini

Le 27 mars 2018

Bonjour,

Vos remarques appellent deux commentaires :

1- Le rapprochement de notre analyse avec celle de Polanyi et sa thèse sur l'autonomisation de l'économie par rapport à la société n'est pas approprié. Dans ce que nous désignons comme la société capitalisée (cf. <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article206>) il n'y a plus de séparation entre « l'économie » et le reste de la société. La dynamique du capital a englobé les anciennes contradictions entre capital et travail, entre travail mort et travail vivant, entre production et reproduction des rapports sociaux, entre classes sociales, etc. Depuis bientôt vingt ans, à la lumière des mouvements sociaux mais aussi des processus de mondialisation/globalisation, nous cherchons à montrer que les anciennes notions issues des

Autre correspondance à partir du texte Grève et « besoin de grève »

marxismes (plus que Marx lui-même) ne sont plus à même de caractériser la société d'aujourd'hui. C'est notamment le cas pour la question de la valeur : la théorie de la « valeur-travail productif » est devenue caduque car aujourd'hui le capital domine la valeur. Cf. Notre livre : [L'évanescence de la valeur](#) .

2- Le « rapport capital-travail » n'est plus un opérateur de la dynamique du capital aujourd'hui. Le capital a « englobé » (et non pas « dépassé ») l'ancienne nécessité pour lui d'exporter la force de travail. C'est que ce nous appelons « l'inessentialisation du travail humain productif ». L'exploitation n'a pas disparue mais elle est englobée dans les dominations ; elle n'est plus une contradiction de la production, elle est reportée dans la sphère de la reproduction (des rapports sociaux). Pour le capital globalisé à la recherche d'une (impossible) régulation, ce n'est plus l'accumulation/valorisation qui constitue sa nécessité, c'est davantage l'accroissement de sa puissance. Ce qu'on appelle la « financiarisation de l'économie » n'est en rien une « dérive » ou « une fuite en avant » c'est un opérateur majeur et central de la dynamique du capital. Marx l'avait entrevu lorsqu'il parlait de « capital fictif » comme d'une forme qui cherche à s'autonomiser de tout travail vivant. Lorsqu'il disait que le capital cherche à aller directement de A à A' sans passer par le circuit A M A'. Nous avons développé tout cela dans : [Crise financière et capital fictif](#)

Pour Temps critiques

Jacques Guigou

Le 28 mars 2018

Bonjour,

Je n'ai pas le temps ce soir d'aller au fond des choses. D'ailleurs, je ne sais pas si nos désaccords sont si fondamentaux. Peut-être des redéfinitions de langage, de concepts. Dans la seconde remarque, « le capital a englobé », j'ai bien l'impression de relire ce que j'ai écrit en faisant référence à Polanyi. L'économie (le capital) a encadré, englobé la société (capitalisée s'il le faut). D'ailleurs, la théorie économique elle-même (mais mérite-t-elle encore ce nom) ne fait pas autrement tout devenant économique (voir les travaux sur la famille de Becker qui lui fait avoir le prix de Suède). Sur les rapports travail/capital, la fameuse mondialisation (probablement provisoire) a, ne l'oublions pas, doublé le volume de la force de travail au service du capital, le rapport, loin de disparaître n'a fait que se consolider (en outre, ne serait-ce qu'en France, le salariat n'a jamais été aussi nombreux : 90%). N'oublions pas non plus que travail productif chez Marx signifie travail producteur de

plus-value pour le capital.

Quant à la fuite en avant que constitue la financiarisation de l'économie, tout à fait d'accord. Je constate d'ailleurs que dans les deux premières crises structurelles du capital (1873/1896 et 1921/1937-45), nous retrouvons les mêmes tendances, inflation, chômage, internationalisation/mondialisation/endettement/financiarisation, puis déflation générale. Il semblerait que dans cette crise (plus d'un demi siècle contrairement aux 2 précédentes), la déflation couve, est dépassée, recouvre et je pense qu'elle ne se généralise pas parce que l'intervention (et aujourd'hui encore la place) des Etats a eu la capacité à la refouler. Jusqu'à quand ? Ici, la longueur de cette crise « structurelle » me fait penser pour la première fois (je n'ai jamais cru au grand soir des années 70 ou 80) que le rapport social capitaliste ne peut peut-être plus surmonter ses contradictions internes, si ce n'est en aggravant les conditions matérielles et sociales de franges de plus en plus importantes de la population. Comme le pense F.Lordon, il est probablement temps de penser la sortie du cadre, mais cela ne peut se faire sans luttes et dès lors, la pensée de Gramsci devient également utile.

MG

Le 29 mars 2018

Michel Gioviniani, bonjour,

La recherche de notions et de concepts pour caractériser la dynamique présente du capital est une des tâches fondamentales de la critique pratique et théorique. Nous nous y employons depuis la fin des années 80, date de création de la revue Temps critiques. Cet effort n'est pas linéaire ni simplement évolutif, il est marqué par des étapes, des avancées et des stagnations, des ruptures et des continuités. Ainsi, à propos de la question du travail et de son « inessentialisation » dans la valorisation du capital, sur une vingtaine d'années, nous sommes passés de la formulation « la valeur sans le travail » à « l'évanescence de la valeur » puis à « la société capitalisée ». Ce sont là les titres de nos livres qui marquent ce parcours sur la question de la valeur comme sur d'autres déterminations du capital.

- En 1999 une anthologie d'un choix d'articles publiés dans les 7 premiers numéros de la revue sur la question du [travail et de la valeur](#)

- En 2004, un livre critique des positions du courant dit de la « Critique de la valeur » notamment d'auteurs de la revue allemande Krisis (Kurtz, Jappe, Trenkel, etc.) [L'Évanescence de la valeur](#)

Autre correspondance à partir du texte Grève et « besoin de grève »

- En 2014 une anthologie autour de la notion de « [société capitalisée](#) » qui comporte aussi une critique de la dialectique du « dépassement » des contradictions.

Je m'excuse de cette énumération mais dans des échanges brefs sur des questions pratiques et théorique de vaste ampleur les malentendus ou les mal perçus ne sont pas rares. Ainsi, à propos de la financiarisation du capital il me semble que notre approche n'est pas du tout concordante. Soit je me suis mal exprimé soit vous m'avez mal lu puisque, je rappelais que depuis longtemps nous montrons que bien loin d'être « une fuite en avant » ou une « dérive spéculative », la financiarisation est un opérateur majeur et décisif de la dynamique du capital. Les positions dites « de gauche » qui dénoncent cette supposée « dérive » et qui changent à « moraliser » le capitalisme (depuis ATTAC jusqu'à Lordon en passant par les économistes et les leaders politiques gauchistes, anarchistes, écologistes, etc.) se réfèrent pour la plupart à une conception travailliste-productiviste de la valeur qui ne permet plus de comprendre la dynamique actuelle du capital. La valeur n'est pas une catégorie explicative des actuels rapports sociaux capitalisés (cf. <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article319>) ; pas davantage « la marchandise » d'ailleurs.

On peut éclairer cela par l'importance politique prise aujourd'hui par les prix. Auparavant, chez les marxistes comme d'ailleurs chez les néo-classiques cette question était négligée la monnaie n'étant qu'un voile et de fait les prix étaient toujours en dernier ressort ramené à la valeur et pour les marxistes d'ailleurs à la valeur-travail mesurée en temps de travail. Or aujourd'hui, la plupart des prix sont soit des prix administrés, soit des prix de monopoles ou d'oligopoles (cf. chez les néo-classiques, la théorie de la firme qui fixe les prix) et dans ces deux cas des prix décidés ex-ante, soit des prix fixés par des grandes surfaces de vente à des gros « producteurs » style BSN qui ont la surface financière et productive pour faire face et diminuer leurs marges. Il en est de même pour le prix particulier qu'est le salaire dont il est vain de chercher une quelconque proportionnalité avec sa « valeur » correspondante, ce que Marx avait déjà anticipé dans le « Fragment sur les machines » des Grundrisse et que le capitalisme a réalisé en lieu et place du « socialisme inférieur ». De même l'importance prise par le General intellect qui bouleverse toutes les distinctions entre travail productif et improductif, travail mort et travail vivant, production et circulation. L'accroissement de l'écart des revenus et les hypothèses de plus en plus nombreuses d'un revenu garanti quelles que soient ses formes en sont des conséquences. On pourrait même dire que la revendication d'un revenu garanti est la forme prise par la revendication du « salaire politique » des prolétaires italiens de 1968-73 une fois la défaite consommée et la victoire survenue de ce que nous appelons la « révolution du capital ». Pour plus de développement je vous renvoie au [n°15 de Temps critiques de 2010](#) ou plus récemment à nos développements sur la notion de « capitalisation » dans le [n°17 de 2014](#))

Autre correspondance à partir du texte Grève et « besoin de grève »

L'ancienne définition marxiste de la plus-value est devenue caduque, elle n'a plus de portée critique. Ainsi, le fait que 90% de la population active soit salariée ne signifie pas une intensification et une généralisation de l'exploitation de la force de travail (au sens la la valeur-travail) et pas davantage la constitution d'une supposée classe ouvrière dans les pays où la production est dite « délocalisée ». Une classe ouvrière qui aurait une identité de classe, une conscience de classe et qui donc serait susceptible de réaliser le programme communiste du Manifeste de 1848. Or, la Chine, l'Inde, l'Afrique, etc. ne sont pas « l'atelier du monde » et leur population n'est pas une « armée de réserve industrielle ». Sur la Chine nous avons publié dans le n°15 de *Temps critiques* [un article qui développe toutes ces dimensions](#).

La totalisation/globalisation du capital est mondiale et la même inessentialisation de la force de travail s'exerce partout mais à des degrés différents selon la position des pays ou des zones impliqués dans le processus.

Une remarque encore sur votre interprétation des « crises structurelles » dans l'histoire du capitalisme. L'enchaînement que vous décrivez (inflation/chômage/mondialisation/endettement/déflation) et que vous semblez donner comme analogue pour toutes les moments historiques de « crise » se réfère aux théories marxistes habituelles des crises comme étant chacune « indépassable » par le capital. C'était en général « la dernière et la bonne » qui allait enfin conduire à l'effondrement du capitalisme.

Le cours des crises ne peut plus être analysé dans le cadre traditionnel qui reposait

- premièrement sur une périodisation à la Kondratiev en termes de cycles longs alors qu'aujourd'hui prédominent des cycles courts qui s'écartent notablement des tendances longues de façon telle qu'on ne peut plus dire qu'il y a oscillation des cycles courts autour de la tendance du cycle long ;-
- deuxièmement, sur la courbe de Philips faisant le rapport entre chômage et inflation, courbe mise en échec aussi bien sous sa forme de stagflation des années soixante-dix que sous sa forme actuelle dépressionniste ;
- troisièmement, au moins pour les marxistes, sur l'idée de « décadence » d'un capitalisme ayant perdu à la fois sa fonction progressiste (alors que des centaines de millions d'individus sont sortis de la grande pauvreté depuis les années 70) et sa capacité à résoudre la contradiction entre développement des forces productives et base restreinte et privée des rapports de production.

Nous pensons avoir donné quelques éléments de réponse (rôle du capital fictif dans le processus de totalisation du capital et l'extension des nouvelles technologies) à la forme « postmoderne » prise par les théories de la décadence aujourd'hui, à savoir les théories de la déconnexion entre économie « réelle » et économie financière ou de « casino » dont Lordon est justement un thuriféraire populiste (cf. p. 79 de [Le cours chaotique de la révolution du capital](#), in *Temps critiques* n°15).

Enfin et pour aller vite, il me semble que ce qui a été dit plus haut sur la socialisation des forces productives, le General intellect, le caractère toujours plus abstrait du procès de travail, si on y rajoute les transformations de l'État ainsi que son redéploiement dans une forme-réseau dans laquelle il continue à agir mais de façon différenciée au sein de ce que nous avons déterminé comme les niveaux de la domination, explique en partie l'englobement de la contradiction. Si des contradictions demeurent, elles sont portées au niveau de la reproduction d'ensemble du rapport social capitaliste ce qui inclut l'idée que la lutte continue en fonction de contradictions « internes », mais il faut qu'elle trouve de nouvelles formes, par exemple la lutte pour la « vérité » des prix comme récemment dans les Dom-Tom et aussi que ce que certains appellent des contradictions « externes » (écologiques en gros) pour les maintenir dans le cadre théorique marxiste, sont aujourd'hui internisées.

Avancer comme vous le faites que la crise présente risque de ne plus permettre au capital de « surmonter ses contradictions internes » n'est guère plus convainquant cette fois que les fois précédentes. D'autant moins convainquant si l'obstacle que rencontrerait alors le capital était seulement d'aggraver « les conditions matérielles et sociales » d'un nombre toujours plus grand d'individus. Cette préoccupation a-t-elle un jour été un frein dans la dynamique historique du capital ? Jamais.

Certes, on peut observer que le compromis fordiste des Trente glorieuses a constitué un donnant-donnant capital/travail qui a été favorable à beaucoup ; mais ce compromis a d'abord été un accélérateur puissant de capitalisation d'un nombre toujours plus grand d'activités humaines. Nous ne sommes plus dans cette conjecture depuis les restructurations de la seconde partie des années 1970.

La « crise » — si l'on continue encore à utiliser ce terme tordu dans tous les sens — est aujourd'hui consubstantielle à la décomposition/recomposition de toute la société capitalisée. Il n'y a plus de dimensions « externes » et « internes » dans la tendance du capital à se substituer à l'espèce humaine et à son biotope naturel. Le capital tend puissamment à se constituer en une « nature » totale, globale en combinant l'ancienne « nature humaine » et l'ancienne « nature extérieure » à l'espèce humaine.

Autre correspondance à partir du texte Grève et « besoin de grève »

Un dernier mot sur votre attente vis à vis de l'œuvre de Gramsci pour « penser la sortie du cadre ». Historiquement, n'oublions pas qu'à partir de 1925 Gramsci a été la figure politique qui a permis aux partisans des staliniens et de la Troisième internationale de conquérir le PCI jusque là fondé et dirigé par Amadeo Bordiga et les « communistes de gauche ». Davantage qu'un léninisme, le gramscisme a été une version « soft » et culturelle du stalinisme.-Le gramscisme d'Ordine nuovo ne s'est pas dissocié de sa dépendance au stalinisme.

Une « utilisation » du gramscisme est apparu récemment qui fait appel au Gramsci du « front culturel » et à « l'intellectuel organique de Parti ». Mais cette initiative a déjà tourné court puisque toute la sphère « culturelle » et idéologique qu'on pouvait encore considérer comme autonome dans la société de classe est aujourd'hui englobée dans la société capitalisée. Les échecs successifs des luttes dans cette sphère en témoignent. De plus, l'hégémonisme des réseaux sociaux a pulvérisé ce qui se donnait encore comme une culture « autonome ». En quoi pourrait-on en attendre une perspective aujourd'hui ? À nos yeux, en rien.

Cordialement

Jacques Guigou

Le 11 avril 2018

Bonsoir,

Je viens de rentrer et trouver votre longue « explication » et vous en remercie. Je pense, pour que les choses soient claires, qu'il me faut lire les 2 ouvrages qui me paraissent importants sur la conception qui est la vôtre concernant la valeur et la finance. Je suis bien occupé actuellement mais je pourrai probablement y consacrer du temps dans les quelques mois à venir.

Cordialement

MG